

# **Fatalité de la Révolution**

Pierre Kropotkine

# Table des matières

|  |    |
|--|----|
| I – FATALITÉ DE LA RÉVOLUTION . . . . .                | 3  |
| II – LE LENDEMAIN DE LA RÉVOLUTION . . . . .           | 4  |
| III – THÉORIE ET PRATIQUE . . . . .                    | 5  |
| IV – ÉGOÏSME OU SOLIDARITÉ ? . . . . .                 | 7  |
| V – ESCLAVAGE, SERVAGE, SALARIAT . . . . .             | 8  |
| VI – LA PROPRIÉTÉ . . . . .                            | 10 |
| VII – COMMUNISME, INDIVIDUALISME . . . . .             | 12 |
| VIII – LE MARIAGE . . . . .                            | 13 |
| IX – L'IDÉE ANARCHISTE ET SES DÉVELOPPEMENTS . . . . . | 15 |

## I — FATALITÉ DE LA RÉVOLUTION

Ce qui effraie un grand nombre de travailleurs et les éloigne des idées anarchistes, c'est ce mot de révolution qui leur fait entrevoir tout un horizon de luttes, de combats et de sang répandu, qui les fait trembler à l'idée qu'un jour ils pourront être forcés de descendre dans la rue et se battre contre un pouvoir qui leur semble un colosse invulnérable contre lequel il est inutile de lutter violemment et qu'il est impossible de vaincre.

Les révolutions passées, qui ont toutes tourné contre leur but et l'ont laissé toujours aussi misérable qu'avant, ont contribué pour beaucoup aussi à rendre le peuple sceptique à l'égard d'une révolution nouvelle. A quoi bon aller se battre et aller se faire casser la figure, se dit-il, pour qu'une bande de nouveaux intrigants nous exploitent aux lieu et place de ceux qui sont au pouvoir actuellement ; je serai bien bête. Et tout en geignant sur sa misère, tout en murmurant contre les hâbleurs qui l'ont trompé par des promesses qu'ils n'ont jamais tenues, il se bouche les oreilles contre les faits qui lui crient la nécessité d'une action virile, il ferme les yeux pour ne pas avoir à envisager l'éventualité de la lutte qui se prépare, il se terre dans son effroi de l'inconnu, voudrait un changement qu'il reconnaît inévitable. Il sait bien que la misère qui frappe autour de lui l'atteindra demain et l'enverra, lui et les siens, grossir le tas d'affamés qui vivent de la charité publique, mais il espère dans des à-coups providentiels qui lui éviteront de descendre dans la rue et alors il se raccroche de toutes ses forces à ceux qui lui font espérer ce changement sans lutte et sans combat ; il acclame ceux qui daubent sur le pouvoir, lui font espérer des réformes, lui font entrevoir toute une législation en sa faveur, le plaignent de sa misère et lui promettent de l'alléger. Croit-il davantage en eux qu'en ceux qui lui parlent de la révolution ? Il est probable que non, mais ils lui font espérer un changement sans qu'il ait à prendre part directement à la lutte. Cela lui suffit à l'heure actuelle. Il s'endort dans sa quiétude, attendant de les voir à l'œuvre, pour recommencer ses plaintes lorsqu'il verra éluder les promesses, s'éloigner l'heure de leur réalisation. Jusqu'au jour où, acculé à la faim, le dégoût et l'indignation étant à leur comble, on verra descendre dans la rue ceux qui, à l'heure actuelle, semblent les plus éloignés de se révolter.

Pour qui réfléchit et étudie les phénomènes sociaux, en effet, la Révolution est inévitable, tout y pousse, tout y contribue et la résistance gouvernementale peut aider à en éloigner la date, à en enrayer les effets, mais ne peut l'empêcher ; de même que la propagande anarchiste peut en hâter l'explosion, contribuer à la rendre efficace, en instruisant les travailleurs des causes de leur misère et en les mettant à même de les supprimer, mais serait impuissante à l'amener si elle n'était le fait de l'organisation sociale vicieuse dont nous souffrons.

Donc, quand les anarchistes parlent de révolution, ils ne s'illusionnent pas au point de croire que c'est leur propagande qui amènera les individus à descendre dans la rue, à remuer les pavés et à attaquer le pouvoir et la propriété et que leur seule parole va enflammer les foules au point qu'elles vont se lever en masse et courir sus à l'ennemi. Les temps ne sont plus où le peuple s'enflammait à la voix des tribuns et se soulevait à leurs accents.

Notre époque est plus positive ; il faut des causes, il faut des circonstances pour que le peuple se révolte. Aujourd'hui, les tribuns sont bien diminués et ne sont plutôt que la représentation — plus ou moins fidèle — du mécontentement populaire qu'ils n'en sont les inspirateurs. Si les anarchistes se réclament de la révolution, ce n'est donc pas parce qu'ils espèrent que la foule descendra dans la rue à leur voix mais seulement parce qu'ils espèrent lui faire comprendre qu'elle est inévitable et l'amener à se préparer pour cette lutte, à ne plus l'envisager avec crainte, mais l'habituer à y voir son affranchissement. Or, ce positivisme de la foule a cela de bon qu'il la détache des hâbleurs ; si elle s'engoue pour eux, elle s'en détache aussi vite ; au fond, elle ne cherche qu'une chose, son affranchissement, et elle discute les idées qui lui sont soumises. Peu importe qu'elle s'égare, son éducation se fait tous les jours, et elle devient de plus en plus sceptique à l'égard de ceux qu'elle acclame momentanément comme ses sauveurs.

La révolution ne se crée ni ne s'improvise, c'est un fait acquis pour les anarchistes ; pour eux, c'est un fait mathématique, découlant de la mauvaise organisation sociale actuelle ; leur objectif est que les travailleurs soient assez instruits des causes de leur misère pour qu'ils sachent profiter de cette révolution qu'ils seront fatalement amenés à accomplir, et ne s'en laissent pas arracher les fruits par les intrigants qui chercheront à se substituer aux gouvernants actuels et à substituer, sous des noms différents, un pouvoir qui ne serait que la continuation de celui que le peuple aurait renversé.

En effet, pour qui réfléchit, il est bien évident que la situation ne peut se prolonger indéfiniment, et que tout nous mène à un cataclysme inévitable.

L'État a beau augmenter sa police, son armée, ses emplois, les perfectionnements apportés par la science, le développement de l'outillage mécanique jetant tous les jours un nouveau stock de travailleurs inoccupés sur le pavé, et l'armée des affamés se grossit de plus en plus, la vie devient de plus en plus difficile, les chômages de plus en plus fréquents et de plus en plus longs.

Les conquêtes coloniales auxquelles se livrait la bourgeoisie pour se créer des débouchés nouveaux deviennent de plus en plus difficiles, les marchés anciens deviennent producteurs à leur tour, contribuent encore à l'engorgement de produits. Les krachs financiers aident de plus en plus à faire affluer les capitaux entre les mains d'une minorité de plus en plus petite et à précipiter dans le prolétariat quelques petits rentiers, quelques petits industriels. Les temps ne sont pas loin où ceux qui craignent la révolution commenceront à l'envisager avec moins d'effroi et à l'appeler de tous leurs vœux. Et ce jour-là, la révolution sera dans l'air, il suffira de peu de chose pour qu'elle éclate, entraînant dans son tourbillon, à l'assaut du pouvoir, à la destruction des privilèges, ceux qui actuellement ne l'envisagent qu'avec crainte et avec défiance.

## II — LE LENDEMAIN DE LA RÉVOLUTION

Une des principales objections que l'on fait aux idées anarchistes est celle-ci : c'est qu'il ne serait pas possible à une nation de vivre en anarchie, vu qu'elle aurait d'abord à se défendre contre les autres puissances coalisées contre elle et aussi à combattre les bourgeois qui tenteraient sûrement de ressaisir l'autorité afin de rétablir à nouveau leur domination. Que pour parer à cet état de choses il faudrait absolument conserver l'armée et un pouvoir centralisateur qui seul pourrait mener à bien cette besogne. C'est une période transitoire, disent-ils, qu'il faut absolument traverser car, seule, elle peut amener la possibilité aux idées anarchistes de s'implanter.

Si ceux qui font ces objections voulaient bien se rendre compte de ce que pourrait être, de ce que doit être une révolution sociale, ils verraient que leur objection tombe à faux et que les moyens transitoires qu'ils prêchent auraient justement pour effet d'enrayer cette révolution qu'ils auraient à charge de faire aboutir.

Etant donné toutes les institutions, tous les préjugés que la révolution sociale devra abattre, il est bien évident qu'elle ne pourra être l'oeuvre de deux ou trois jours de lutte suivis d'une simple transmission de pouvoirs, comme l'ont été les révolutions politiques précédentes. Pour nous, la révolution sociale à faire se présente sous l'aspect d'une longue suite de luttes, de transformations incessantes qui pourront durer une période plus ou moins longue d'années, où les travailleurs, battus d'un côté, vainqueurs d'un autre, arriveront graduellement à éliminer tous les préjugés, toutes les institutions qui les écrasent et où la lutte, une fois commencée, ne pourra prendre fin que lorsque ayant enfin abattu tous les obstacles, l'humanité pourra évoluer librement.

Pour nous, cette période transitoire que les assoiffés de gouvernementalisme veulent à toute force passer pour justifier l'autorité dont ils prétendent avoir besoin pour assurer le succès de la révolution sera justement cette période de lutte qu'il faudra soutenir du jour où les idées ayant pris assez de force tenteront de passer dans le domaine des faits. Tous les autres moyens transitoires que l'on nous préconise ne sont qu'une manière déguisée de se raccrocher à ce passé que l'on fait semblant de combattre, mais que l'on voit fuir avec peine devant les idées de justice et de liberté.

En effet, il est bien évident que si la révolution éclatait en France, par exemple, — nous prenons la France puisque nous y sommes, mais la révolution peut tout aussi bien éclater ailleurs —, et qu'elle vienne à triompher, les bourgeois des autres pays ne tarderaient pas à forcer leurs gouvernements à lui déclarer la guerre, guerre cent fois plus terrible que celle déclarée par l'Europe monarchique à la France républicaine de 1789, et quels que soient l'énergie et les moyens dont pourraient disposer les révolutionnaires, ils ne tarderaient pas à succomber sous le nombre de leurs adversaires que la peur du ventre leur susciterait de toutes parts.

Il faut être absolument visionnaire pour supposer qu'il suffirait de se donner un gouvernement pour empêcher la sainte alliance des bourgeois menacés de perdre leurs privilèges. Ce gouvernement ne pourrait se faire accepter qu'à condition de renier son origine révolutionnaire et d'employer les forces dont il disposerait à mater ceux qui

l'auraient porté au pouvoir. Ce qui arriverait infailliblement, tout gouvernement étant infailliblement rétrograde par le fait qu'il est la barrière que ceux du présent opposent à ceux de l'avenir.

Donc, c'est se faire fausse conception de la révolution sociale que de croire qu'elle puisse s'imposer d'un coup ; c'est s'en faire une bien plus grande que de croire qu'elle puisse se localiser et surtout — si cela se produisait — de croire qu'elle pourrait triompher.

La révolution sociale ne pourra triompher qu'à condition de se propager par toute l'Europe. Elle ne pourra empêcher l'alliance des bourgeois qu'à condition de leur donner à chacun assez d'ouvrage chez eux pour leur ôter l'envie de s'occuper de ce qui se passe chez leurs voisins. Les travailleurs d'une nationalité ne pourront triompher et s'émanciper chez eux qu'à la condition que les travailleurs voisins s'émancipent aussi. Ils ne pourront arriver à se débarrasser de leurs maîtres qu'à condition que les maîtres de leurs frères voisins ne puissent venir prêter la main aux leurs. La solidarité internationale de tous les travailleurs, voilà une des conditions sine qua non du triomphe de la révolution. Telle est la rigoureuse logique des idées anarchistes que cette union idéale des travailleurs de tous les pays, qu'elles posent en principe, qu'elles reconnaissent comme vérité, se pose dès le début comme moyen de lutte aussi bien que d'idéal.

Donc, le premier travail des anarchistes, lorsqu'un mouvement révolutionnaire éclatera quelque part, devra être de chercher à en faire éclater d'autres plus loin. Non par des décrets auxquels devraient se soumettre ceux auxquels ils seraient adressés, mais en prêchant d'exemple, en cherchant à les intéresser dès le début au nouvel état de choses qui se produirait.

Ainsi, par exemple, si un essai de réalisation communiste anarchiste se tentait dans un grand centre quelconque, dès le début il faudrait chercher à y intéresser les travailleurs des campagnes environnantes, en leur envoyant de suite tous les objets nécessaires à l'existence : meubles, vêtements, instruments agricoles, objets de luxe au besoin et qui existent en nombre superflu dans les magasins des grandes villes ; car se contenter de leur envoyer des proclamations qui ne seraient suivies d'aucun effet, ce n'est pas ça qui les amènerait à la révolution. Mais si en leur disant de se révolter on leur envoyait les objets dont ils sont privés, nul doute qu'on ne les intéressât à la révolution et qu'on ne les amenât à y prendre part, car ils y trouveraient de suite une amélioration à leur sort et c'est alors qu'il serait possible de leur faire comprendre que leur émancipation n'est possible qu'avec celle des travailleurs des villes.

Il est évident qu'envisagée de ce point de vue, la révolution sociale se présente à nous comme une longue suite de mouvements se succédant les uns aux autres, sans autre lien entre eux que le but à atteindre. Il pourra arriver que ce mouvement soit étouffé dans la ville avant que la campagne ait répondu aux avances des promoteurs du mouvement et se soit soulevée pour les soutenir, mais elle pourrait bien le faire lorsque les réactionnaires tenteraient de lui reprendre ce que les révolutionnaires lui auraient donné. Ensuite, l'exemple est contagieux. Ces actes, du reste, ne s'accomplissent que lorsque les idées sont dans l'air et disséminées partout. A un mouvement étouffé dans une localité, dix autres répondront le lendemain. Les uns seront vaincus complètement, d'autres obtiendront des concessions, d'autres encore surviendront qui s'imposeront et, de défaites en victoires, l'idée poursuivra son chemin jusqu'à ce qu'elle sera imposée définitivement. Il ne peut pas y avoir de période transitoire. La révolution sociale est une route à parcourir, s'arrêter en chemin équivaldrait à retourner en arrière. Elle ne pourra s'arrêter que lorsqu'elle aura accompli sa course et aura atteint le but à conquérir : l'individu libre dans l'humanité libre.

### **III — THÉORIE ET PRATIQUE**

De ces deux expressions, la première a un sens nettement déterminé, tandis que la seconde prête à l'équivoque. Lorsqu'un concept est réalisé, mis en action, on dit que de la théorie il passe à la pratique. Il y a aussi, mais dans le sens figuré, des personnages qui sachant profiter lestement des situations diverses, se disent pratiques, c'est précisément de ceux-là qu'il est question, car ce sont eux surtout qui, sous mille dehors, opposent une force considérable aux mouvements révolutionnaires et retardent le progrès.

Dans les arts, les sciences ou en sociologie, soit qu'on modifie ou qu'on détruise un système, une méthode ou une organisation, on doit toujours procéder logiquement si on tient à remporter définitivement la victoire.

Les anarchistes, certes, ont agi ainsi. Après s'être demandé quelles étaient les causes d'où découlait la monstruosité qu'on taxe de civilisation, ils ont débuté par une rigoureuse analyse de la société actuelle et en sont arrivés à déterminer les deux causes qui corrompent l'humanité et font dévier les sociétés de leur véritable destination : ces deux causes sont la propriété individuelle et l'autorité, synonyme de tyrannie, car il est absolument impossible de concevoir un maître sans qu'il y ait des esclaves.

La presque totalité des crimes ont un seul mobile : la possession et la jouissance de ce qu'on convoite ; or, comme cela n'est possible et réalisable que lorsque la fortune vous sourit et, d'autre part, celle-ci ne se montrant bonne fille qu'avec les puissants, il s'ensuit que deux sortes de folies étreignent l'espèce humaine : celle de l'or et celle des grandeurs.

Les lois, cette garantie de celui qui possède contre celui qui n'a rien, sont faites pour justifier et légaliser les crimes des puissants et punir les méfaits des petits.

Les anarchistes ayant donc compris que là était le véritable défaut, ont porté coups sur coups et si bien que, quoi qu'on dise, la conception anarchiste, le « fais ce que tu veux » est aujourd'hui posé dans tous les États.

Lorsque par l'observation profonde et sincère on a découvert le mal, il faut se demander quels sont les meilleurs remèdes à employer et surtout où ce changement doit conduire. En effet, il ne s'agit pas seulement d'attaquer une société marâtre pour les meilleurs et les déshérités, il faut en concevoir une qui soit exempte de ces défauts. Cela est très facile. Tout le monde veut le bien-être. Cela est-il possible ? On peut répondre hardiment : oui. Les produits agricoles et industriels suffisent largement à une population deux fois plus dense que celle qui gaspille ou végète sur la croûte terrestre. La misère provient donc du gaspillage des uns et de l'accaparement des autres.

Pour éviter cela, que faut-il faire ? Renverser la société actuelle, porter à la propriété individuelle et au principe d'autorité un coup dont ils ne puissent plus se relever et sur les ruines de ce monde épouvantable, en créer un autre où chaque être travaillant selon ses aptitudes consommerait suivant ses besoins.

Les grandeurs et la fortune devenant inutiles, les crimes dont ils sont les mobiles disparaîtraient et par un fonctionnement plus ou moins régulier, les êtres humains en arriveraient à l'harmonie.

Pour comprendre cela, il n'est certes pas nécessaire d'être exceptionnellement doué. Eh bien, il n'en est pas ainsi ! Tandis que tous nos efforts tendent à renverser le monde bourgeois, il en est des nôtres, ou qui se disent tels, qui nous opposent de prétendus arguments historiques, pour conclure à quoi ? C'est qu'on ne brûle pas les étapes et qu'avant d'arriver à l'anarchie, le peuple doit limiter ses prochaines révolutions aux démarcations que leur imagination ou leurs caprices auront tracées. Ce n'est pas flatteur pour ce peuple dont ils veulent s'en servir, car s'ils ont, eux, compris le problème sociologique, pourquoi supposent-ils le peuple assez bête et assez naïf pour ne pas le saisir ?

Pourquoi, lorsqu'on a les mains pleines de vérités, les tenir sous le boisseau ?

Qui peut, dès aujourd'hui, indiquer quelle sera l'intensité et la durée de l'évolution ? Qui peut déterminer si la période révolutionnaire sera longue ou brève ? Qui peut préciser le point culminant qu'atteindra l'intuition plébéienne pendant cette période ? Prétentieux et pédant serait celui qui prétendrait pouvoir le faire. Puisque cela est impossible, pourquoi créer alors une quantité d'écoles ayant chacune son étape, sa phase spécifique ?

On ne peut nier que cette diversité d'écoles, dont les adeptes luttent parfois entre eux, ne soit une cause d'amoindrissement des forces révolutionnaires.

Deux personnes, vivant ensemble, avaient pris un billet de loterie ; le principal lot était un meuble. Rentrées chez elles, l'une dit : « Si nous gagnons le meuble, nous le mettrons là ». L'autre répondit : « Non ! Nous le mettrons ici. » Toutes deux tinrent bon et d'un mot à l'autre, elles finirent par se rosser mutuellement de coups... et elles ne gagnèrent pas le meuble.

Il est fort possible que le même fait se reproduise en période révolutionnaire, et les phasistes en seront pour leur étape ! Ce qui peut arriver, c'est que le torrent populaire dépasse les démarcations prétentieuses des uns sans atteindre les illusions des autres. Mais ce qu'il y a de fatal, c'est que, sous prétexte d'être pratiques, beaucoup abandonnent le terrain révolutionnaire pour se lancer dans les luttes électorales, où l'intérêt personnel ne peut être satisfait qu'au détriment de celui de la foule.

Sous prétexte d'être pratiques, d'ex-anarchistes sont à la Chambre, d'autres veulent y arriver. Sous le prétexte d'être pratiques, les possibilistes ont fait un pacte avec la bourgeoisie. Sous prétexte d'être pratiques, de

concessions en concessions, on en arrive à acclamer Carnot et à prendre la défense de la bourgeoisie elle-même. Il n'y a qu'un pas à faire, sûrement quelques « pratiques » le feront.

Il nous reste encore une illusion, pour ne pas dire une naïveté, c'est que ceux qui sont de bonne foi, voyant qu'ils font le jeu de la bourgeoisie, en se servant des moyens qui assurent la viabilité de ses privilèges, briseront avec cette méthode antirévolutionnaire et viendront occuper dans les rangs obscurs de la foule la place d'où ils pourront développer dans le peuple les théories révolutionnaires sous lesquelles succombera la société actuelle avec son cruel et triste cortège de maux.

## IV — ÉGOÏSME OU SOLIDARITÉ ?

On a l'habitude, au lieu d'arguments, de lancer des mots. Ainsi on nous accuse, nous qui, nous inspirant du positivisme moderne, voulons réagir contre l'économie et la philosophie soi-disant scientifiques qui, par l'oeuvre surtout de Marx et de ses disciples, ont prévalu jusqu'à présent parmi les socialistes et ont affecté même les anarchistes, on nous accuse de sentimentalisme et on croit nous écraser par cette flétrissure.

Sentimentalisme, vous dites le principe et la pratique de la solidarité ? Eh bien, soit. Le sentiment a été de tout temps et est encore le plus puissant levier du progrès. C'est lui qui élève l'homme au-dessus des intérêts individuels momentanés, tout au moins au-dessus de ses intérêts matériels. C'est lui qui unit les opprimés dans une seule pensée, dans un seul besoin d'émancipation. C'est lui qui a appris à l'homme à se révolter, non pour son intérêt exclusif, mais pour l'humanité dont il fait partie, à se révolter même sans espoir de vaincre, mais seulement pour laisser derrière lui une protestation, une affirmation, un exemple.

En outre — et dans toutes les circonstances de la vie — les hommes fraternisent par le sentiment, lors même que la raison froide les divise.

On ne peut pas être égoïste sans faire un mal à quelqu'un ou à tout le monde.

La raison est que l'homme est un être essentiellement sociable ; que sa vie se compose de fils innombrables qui se continuent visiblement et invisiblement dans la vie des autres ; que, enfin, il n'est pas un être entier, mais une partie intégrante de l'humanité. Il n'y a pas de ligne de démarcation entre un homme et l'autre, ni entre l'individu et la société : il n'y a pas de mien et tien moral, comme il n'y a pas de tien et mien économique.

Outre notre vie propre, nous vivons un peu de la vie des autres et de l'humanité. En vérité, notre vie à nous est un peu le reflet de celle-là : nous ne mangeons, nous ne nous promenons, nous n'ouvrons les yeux à la lumière, nous ne les fermons pas pour le sommeil sans avoir les preuves innombrables de notre liaison intime à une foule de nos semblables qui travaillent avec nous et pour nous, avec lesquels nous nous croisons à chaque instant et que nous pouvons considérer en quelque sorte comme faisant partie de nous-même, comme rentrant dans la sphère de notre existence.

Cela explique une autre chose : pourquoi la vie n'est pas tout ; pourquoi elle laisse derrière elle des souvenirs, des affections, des traces ; pourquoi nous vivons tous, qui plus et qui moins, un peu après nous.

Si le soleil s'éteignait, dit-on, sa lumière nous éclairerait encore pendant huit minutes. Un phénomène semblable se produit dans le monde moral. Faut-il citer un exemple : nos martyrs de Chicago et de la Russie, qui vivent toujours et vivront longtemps en nous et parmi nous et partout où se trouvent des hommes qui pensent comme nous ?

Voilà comment nous entendons l'égoïsme et la solidarité, surtout dans le milieu social actuel. L'un est le côté par lequel les hommes se divisent ; l'autre est le côté par lequel ils s'unissent. Il suffit de penser aux circonstances d'une grève pour se rendre compte de la différence. Maintenant il y a un autre sens du mot égoïsme. Il y a ceux qui entendent par égoïsme le désir de l'homme de satisfaire tous ses besoins. En ce sens, nous sommes, nous devons être, tous égoïstes. L'homme sain l'est plus que l'infirme.

Personne ne nous prêche la macération de la chair, ni l'épargne, ni l'abstinence, ni le malthusianisme.

Les prêcheurs attardés de ces vertus théologiques veulent mutiler l'homme et le dégrader au moral autant qu'au physique, ils veulent rapetisser la vie. Un homme intellectuellement et moralement développé sent ses besoins physiques plus qu'un autre, mais il sent en outre des besoins moraux et il sacrifie quelquefois les premiers aux seconds. L'homme ne vit pas de pain seulement, et ceux qui prêchent l'égoïsme prêchent en quelque sorte

l'abstinence morale, le malthusianisme moral. L'homme doit jouir non seulement physiquement mais aussi moralement, et si une bonne alimentation lui est nécessaire, le sentiment de la solidarité, l'amour des camarades, la satisfaction ultérieure lui sont au moins également nécessaires.

On nous dit que tout homme est par nature égoïste ; que l'altruiste même est un égoïste perfectionné, la solidarité se fondant sur un calcul d'intérêt. Mettons que cela soit ainsi, quoique l'argument implique que l'homme se fasse guider dès le début par la raison au lieu de suivre instinctivement les impulsions de ses sentiments.

Mais enfin, si même ce calcul égoïste existait au point de départ, le caractère d'unité disparaît à un certain moment de l'évolution de la conduite morale.

Nous nous expliquons.

Il se peut que nous ayons été poussé à contracter une amitié pour le plaisir que nous éprouvons à converser avec un homme intelligent, pour l'aide que notre camarade pourrait nous donner en quelques circonstances ou pour un autre motif intéressé. Mais il arrive qu'après un certain temps, ce motif perd de son efficacité, disparaît même, et nous aimons notre camarade pour lui-même. L'effet se rend indépendant de la cause, le sentiment s'enracine en nous, et nous aimons parce que nous nous aimons. C'est la perfection du sentiment.

Egalement, on peut commencer à n'aimer une personne de l'autre sexe que pour la volupté qu'elle nous offre ; mais il advient presque toujours, surtout chez les personnes dont le sens moral est développé, la transformation de l'amour sexuel en amitié, survivant à la vieillesse et à la mort.

Il arrive de même que nous nous attachons à un idéal. Peut-être au commencement parce que nous pensons que son action pourrait nous apporter du bonheur à nous et à nos proches ; mais nous nous y attachons de plus en plus, jusqu'à ce que nous aimons l'idée pour l'idée, au point de lui sacrifier notre vie et parfois même ce qui est plus dur que la vie, la réputation, l'amour des parents, le bonheur des personnes dont le sort est étroitement lié au nôtre.

Ce sont là des faits, et on ne peut pas les nier.

Ceux qui réduisent l'altruisme à un calcul ; l'abnégation, le sacrifice à une satisfaction ; l'amitié à un compte ouvert entre deux personnes ; enfin, tout ce qui relève l'homme au-dessus de son individualité en une misérable trouvaille de l'égoïsme lui-même, se donnent le change sur leurs vrais sentiments, et ils courent le risque de celui qui criait faussement au loup : ils insinuent peu à peu dans le cœur de l'homme le vrai égoïsme, car, se dit-on, puisque la solidarité ce n'est que de l'égoïsme entendu d'une certaine manière, pourquoi se donner la peine de se dévouer ?

Puisqu'il faut être égoïste, soyons-le en hommes raisonnables, soyons-le pour cause !

## **V — ESCLAVAGE, SERVAGE, SALARIAT**

Sous ce titre nous avons publié un extrait d'un article de M. Letourneau du Dictionnaire des sciences anthropologiques. Dans cet article, M. Letourneau démontre que le salariat n'est que la transformation de l'esclavage, reconnaît que ce n'est que de mauvaise grâce que les privilégiés renoncent à leurs privilèges, qu'ils cèdent le moins possible, reprenant d'une main ce qu'il leur échappe de l'autre et il en conclut que le salariat doit disparaître pour faire place à un ordre de choses plus équitable, ce en quoi nous sommes d'accord avec lui.

Où nous ne sommes plus d'accord, par exemple, c'est sur les moyens qu'il cite pour arriver à ce résultat l'association, des lois restrictives sur l'héritage, voilà sur quoi il compte pour supprimer le salariat, cette forme actuelle de l'esclavage.

Le salariat, en effet, n'est que la forme moderne du servage et de leur ancêtre, l'esclavage ; cela ne fait aucun doute et est reconnu de tous ceux qui examinent les choses, qui ne sont pas aveuglés par un intérêt de classe quelconque.

L'homme ayant trouvé plus profitable d'exploiter son semblable que de le manger, il a cherché à en tirer toute la somme de travail possible, à charge pour lui de lui délivrer les choses nécessaires à son existence, mais en ayant soin de réduire les besoins de l'esclave à ce qui lui était juste nécessaire pour continuer de fournir la somme de travail exigée.

Puis les esclaves, las d'obéir et de servir les autres, se sont révoltés ; les maîtres n'ayant plus l'espoir de les contenir se sont laissés arracher certaines concessions qui, de par le jeu de l'organisation sociale et de la forme de la propriété, ne tardaient pas à être rendues vaines et illusoires, et, petit à petit, l'esclave devenait affranchi, acquérant certains droits ; l'établissement de la féodalité en faisait un serf, mais, au fond, il n'en continuait pas moins à être tout aussi dépendant de ses maîtres ; attaché à la glèbe, il ne pouvait changer de maître qu'avec la terre, il n'en fallait pas moins produire, peiner et suer au profit des privilégiés, tout en crevant de misère, en croupissant dans l'ignorance, donc privé de tout.

Au temps de l'esclavage, le maître n'avait d'autres lois que son bon plaisir, tempéré ou aggravé par certaines coutumes, douces ou dures selon le caractère de la nation ; au temps du servage, les seigneurs féodaux, tout en continuant de n'agir que selon leur bon plaisir, avaient fait inscrire dans leurs chartes et privilèges les iniquités, les humiliations et l'exploitation qu'ils prétendaient faire subir à leurs serfs. Le maître de l'esclave tirait parti de ce dernier parce qu'il l'avait payé ou conquis, violait l'esclave parce qu'elle lui plaisait ; le seigneur féodal faisait intervenir son droit écrit ; la loi faisait son apparition dans les relations sociales avec les droits de dîme, de cuissage et de jambage et entraînait en scène pour justifier le bon plaisir du maître, le transformant en droit.

De même que le servage a remplacé l'esclavage, le salariat a remplacé le servage. La Révolution de 1789 a brûlé les vieux chartiers féodaux, les paysans ont pendu quelques seigneurs, les bourgeois en ont guillotiné quelques autres, la propriété a changé de mains, la suprématie de la propriété féodale est passée aux mains du capital argent, le salarié a remplacé le serf ; nominativement, le travailleur est devenu libre, tout ce qu'il y a de plus libre !... Complètement dégagé des liens qui l'attachaient à la terre, il peut se transporter d'un pays à l'autre, s'il a les moyens de payer les compagnies de chemin de fer — qui prélèvent un droit énorme sur le transport des voyageurs — ou s'il a de quoi se nourrir pendant le temps que durera sa route, s'il entreprend de la faire à pied. Il a le droit de se loger dans n'importe quel appartement, pourvu qu'il paie le propriétaire auquel il appartient ; il a le droit de travailler n'importe où, à condition que l'industriel, qui s'est accaparé l'outillage de la branche d'industrie qu'il choisit, veuille bien l'occuper ; il n'est tenu à aucune servitude envers ceux qui l'emploient ; sa femme n'est plus tenue à subir les caprices du maître ; la loi même le proclame l'égal du milliardaire ; bien plus, il peut prendre part à la confection des lois — par le droit de choisir ceux qui doivent les fabriquer — au même titre que les privilégiés ; ne voilà-t-il donc pas l'idéal de ses rêves ? Que lui manque-t-il donc pour être au comble de ses vœux ? Il faut croire que non puisque l'on reconnaît que le salariat n'est que la transformation adoucie de l'esclavage et que l'on demande son abolition.

C'est que tous ces droits ne sont que nominatifs et que pour en user il faut posséder ou le pouvoir politique qui vous permet de vivre aux dépens de ceux qui vous subissent, ou posséder ce moteur universel, l'argent, qui vous affranchit de tout.

Le capitaliste ne peut plus tuer le travailleur mais il peut le laisser crever de faim en ne l'employant pas ; il ne peut plus prendre de force l'ouvrière qui lui résiste, mais il peut très bien la corrompre en faisant miroiter à ses yeux le luxe, le bien-être que ne peut lui donner un salaire incertain.

Pendant la période de ce que l'on est convenu de nommer l'histoire de l'humanité, les forts et les habiles se sont taillé la part qu'ils ont pu dans l'héritage commun : les uns se sont emparés de la terre ; sous prétexte de droit de courtoisie, par suite de l'invention de la monnaie, les intermédiaires de toutes sortes, banquiers, marchands, etc., ont pu rendre leur concours impossible à éviter et se sont taillé la part du lion dans les échanges ; d'autres, par l'accaparement de l'outillage, se sont rendus les maîtres de la production ; et pour assurer le bon fonctionnement de ce vol et de ces tripotages, les politiciens se sont érigés en syndicat gouvernemental, prélevant encore sa dîme sur le peu laissé aux exploités par les parasites qui les groupent, les forçant à coopérer à la défense d'un ordre social qui n'est organisé que pour perpétuer leur esclavage et leur exploitation.

En un mot, pour user de son droit de dormir, de manger, de voyager, de s'instruire, il faut payer, toujours payer ; pour avoir de quoi payer, le déshérité doit aliéner son droit de produire en faveur du détenteur de l'outillage qui ne lui donne que juste de quoi entretenir sa force de production.

Afin de pouvoir consommer, il faut produire, c'est une loi naturelle inévitable ; par l'accaparement de la terre et des moyens de production, les capitalistes se sont déchargés sur les travailleurs du devoir de produire en ne leur accordant le droit de consommer qu'en échange d'une somme de travail égale, supérieure même, parfois,

à celle du travailleur et de l'employeur, et comme il en est de même pour tous les besoins de l'homme, il est établi un jeu de bascule qui fait que tous les droits sont passés à la classe possédante pendant que la classe non possédante n'avait plus que des devoirs, n'ayant pas les moyens de payer l'usage de ses droits.

Pour arriver à cette simple substitution d'étiquette, il a fallu des siècles et plusieurs révolutions ; c'est que l'on avait laissé subsister la cause pendant que l'on s'attaquait aux effets, et le droit d'association, les lois plus ou moins restrictives n'auraient pas plus d'effet si on ne s'attaque pas de suite à l'organisation économique qui régit la société.

Certes, l'association, voilà bien la forme que doit prendre la société future, mais en quoi les travailleurs pourront-ils associer autre chose que des zéros si on n'a pas supprimé le monopole du capital, détruit l'appropriation individuelle du sol et de l'outillage ? Qu'en rentrera-t-il davantage aux travailleurs parce que le syndicat gouvernemental héritera au lieu et place des cousins du décédé, cela fera-t-il qu'ils auront été moins exploités par celui-ci de son vivant et qu'ils le seront moins par cet héritier substitué à un autre ?

Pour que l'association soit utile aux travailleurs il faut changer la forme de la propriété, il faut détruire le syndicat gouvernemental, il ne faut pas que le capital fasse la loi aux individus, il ne faut pas qu'il y ait une force pour appuyer ses prétentions. Il faut que ceux qui se sont emparé de l'héritage social rendent gorge et restituent à l'association le patrimoine de tous. Il faut que chacun puisse se mouvoir librement, appliquer ses facultés selon ses affinités et selon l'impulsion qu'il reçoit de son énergie.

Cette transformation radicale peut, seule, abolir le salariat ; tous les palliatifs n'auront d'autre effet que de le transformer, l'éterniser en le changeant, de temps à autre, d'étiquette, sans en atténuer les effets. Ce ne sont pas des lois restrictives qu'il faut. Comme le dit M. Letourneau, les privilégiés savent trop bien reprendre d'une main ce qu'il leur échappe de l'autre ; c'est une révolution sociale qui s'emparera de la richesse sociale pour la mettre à la disposition de tous et qui, détruisant les privilèges, mettra les privilégiés dans l'impossibilité de reprendre ce qu'on leur aura arraché.

## VI — LA PROPRIÉTÉ

La science aujourd'hui, nous démontre que la Terre doit son origine à un noyau de matières cosmiques qui s'est primitivement détaché de la nébuleuse solaire. Ce noyau, par l'effet de rotation sur lui-même autour de l'astre central, s'est condensé au point que la compression des gaz en a amené une conflagration et que ce globe, fils du soleil, a dû, comme celui qui lui avait donné naissance, briller de sa lumière propre dans la Voie Lactée, comme une toute petite étoile. La globe s'étant refroidi est passé de l'état gazeux à l'état liquide, pâteux, puis, de plus en plus dense, jusqu'à sa complète solidification. Mais dans cette fournaise primitive, l'association des gaz s'était faite de façon que leur combinaisons différentes avaient donné naissance aux matériaux fondamentaux qui forment la composition de la Terre : minéraux, métaux, gaz restés libres en suspension dans l'atmosphère.

Le refroidissement s'opérant peu à peu, l'action de l'eau et de l'atmosphère sur les minéraux a aidé à former une couche de terre végétale ; pendant ce temps, l'association de l'hydrogène, de l'oxygène, du carbone et de l'azote arrivait à donner naissance, au sein des eaux, à une façon de gelée organique, sans forme définie, sans organe, sans conscience, mais déjà douée de la faculté de se déplacer en poussant des prolongements de sa masse du côté où elle voulait aller, ou plutôt du côté où l'attraction se faisait sentir sur elle, et de cette autre faculté d'assimiler les corps étrangers qui se prenaient dans sa masse et de s'en nourrir. Enfin, dernière faculté : arriver à un certain développement pouvoir se scinder en deux et donner naissance à un nouvel organisme semblable à son progéniteur.

Voilà les débuts modestes de l'humanité ! Si modestes que ce n'est que bien plus tard, après une longue période d'évolution, après la formation d'un certain nombre de types dans la chaîne des êtres que l'on arrive à distinguer l'animal du végétal.

Il est de toute évidence que cette explication de l'apparition de l'homme sur la terre enlève tout le merveilleux raconté sur sa création ; plus de Dieu ni d'entité créatrice par conséquent.

La thèse de l'origine surnaturelle de l'homme étant écartée, l'idée que la société telle qu'elle existe, avec sa division de riches et de pauvres, de gouvernements et de gouvernés, découle d'une volonté divine ne tient pas

non plus debout. L'autorité qui s'est appuyée si longtemps sur son origine supranaturelle, fable qui a contribué – au moins tout autant que la force brutale à la maintenir et, avec elle, la propriété qu'elle avait pour mission de défendre, se voit, elle aussi, forcée de se retrancher derrière des raisons plus matérielles et plus soutenables.

C'est alors que les économistes bourgeois font intervenir ici l'homme industriel qui est parvenu à économiser et doit, par conséquent, s'il place ses économies dans une entreprise, recouvrer son capital mais aussi un intérêt pour la couverture des risques qu'il a courus.

Or prenez un ouvrier, en le supposant des plus favorisés : gagnant relativement bien, n'ayant jamais de chômage, jamais de maladie ; cet ouvrier pourra-t-il vivre la vie large qui devrait être assurée à tous ceux qui produisent, satisfaire tous ses besoins physiques et intellectuels, tout en travaillant ? Allons donc, ce n'est pas la centième partie de ses besoins qu'il pourra satisfaire, les aurait-il des plus bornés ; il faudra qu'il les réduise encore s'il veut économiser quelques sous pour ses vieux jours. Et quelle que soit sa parcimonie, il n'arrivera jamais à économiser assez pour vivre à ne rien faire. Les économies faites dans la période productive arriveront à peine à compenser le déficit qu'amène la vieillesse, s'il ne lui arrive des héritages ou toute autre aubaine qui n'a rien à voir avec le travail.

Pour un de ces travailleurs privilégiés, combien de misérables qui n'ont pas de quoi manger à leur faim ! Et encore le développement de l'industrialisme et de l'outillage mécanique tendent-ils à augmenter le nombre des sans-travail, à diminuer le nombre des ouvriers aisés.

Maintenant, supposons que le travailleur aisé, au lieu de continuer à placer ses économies en valeurs quelconques, se mette, quand il a réuni une certaine somme, à travailler à son compte. Dans la pratique, l'ouvrier travaillant seul n'existe presque plus. Le petit patron, avec deux ou trois ouvriers, vit peut-être un tout petit mieux qu'eux, mais, talonné sans cesse par les échéances, il n'a à s'attendre à aucune amélioration, bien heureux s'il arrive à se maintenir dans son bien-être relatif et à éviter la faillite.

Les gros bénéficiaires, les grosses fortunes, la vie à grandes guides sont réservés aux gros propriétaires, aux gros actionnaires, aux gros usiniers, aux gros spéculateurs qui ne travaillent pas eux-mêmes mais occupent les ouvriers par centaines. Ce qui prouve que le capital est bien du travail accumulé, mais le travail des autres accumulé dans les mains d'un seul, d'un voleur.

De tout ceci il ressort clairement que la propriété individuelle n'est accessible qu'à ceux qui exploitent leurs semblables. L'histoire de l'humanité nous démontre que cette forme de la propriété n'a pas été celle des premières associations humaines, que ce n'est que très tard dans leur évolution, quand la famille a commencé à se dégager de la promiscuité, que la propriété individuelle a commencé à se montrer dans la propriété commune au clan, à la tribu.

Ceci ne prouverait rien en sa légitimité si cette appropriation avait pu s'opérer d'une façon autre qu'arbitrairement et démontrer aux bourgeois, qui ont voulu en faire un argument en sa faveur, en prétendant que la propriété a toujours été ce qu'elle est aujourd'hui, que cet argument n'a pas davantage de valeur à nos yeux.

Du reste, eux, qui déclament tant contre les anarchistes, qui se réclament de la force pour les déposséder, est-ce qu'ils y mirent tant de formes pour déposséder la noblesse en 1789 et frustrer les paysans qui s'étaient mis à l'œuvre en pendant les hobereaux, en détruisant les chartiers, en s'emparant des biens seigneuriaux ?

Est-ce que les confiscations et les ventes fictives ou à prix dérisoires qu'ils en firent n'eurent pas pour but de dépouiller les possesseurs primordiaux, et les paysans qui en attendaient leur part, pour se les accaparer à leur profit ? N'osèrent-ils pas du simple droit de la force qu'ils masquèrent et sanctionnèrent par des comédies légales ? Cette spoliation ne fut-elle pas plus inique – en admettant que celle que nous réclamons le soit, ce qui n'est pas – vu qu'elle ne fut pas faite au profit de la collectivité, mais contribua seulement à enrichir quelques trafiquants qui se dépêchèrent de faire la guerre aux paysans qui s'étaient rués à l'assaut des châteaux en les fusillant et les traitant de brigands ?

Les bourgeois sont donc mal venus de crier au vol lorsqu'on veut les forcer à restituer, car leur propriété n'est elle-même que le fruit d'un vol.

## VII — COMMUNISME, INDIVIDUALISME

Ménager leurs forces pour arracher à la nature les choses nécessaires à leur existence, but qu'ils ne pouvaient atteindre que par la concentration de leurs efforts, voilà certainement ce qui a guidé les premiers humains quand ils ont commencé à se grouper, ou devait, tout au moins, être tacitement entendu, si ce n'était complètement raisonné, dans leurs associations premières qui, peut-être bien, ont dû être temporaires et bornées à la durée de l'effort, se rompant une fois le résultat obtenu.

Chez les anarchistes, personne ne songe à subordonner l'existence de l'individu à la marche de la société.

L'individu libre, complètement libre dans tous les modes d'activité, voilà ce que nous demandons tous, et lorsqu'il y en a qui repoussent l'organisation, qui disent qu'ils se moquent de la communauté, affirmant que l'égoïsme de l'individu doit être sa seule règle de conduite, que l'adoration de son moi doit passer avant et au-dessus de toute considération humanitaire — croyant par cela être plus avancés que les autres —, ceux-là ne se sont jamais occupés de l'organisation psychologique et physiologique de l'homme, ne se sont pas rendu compte de leurs propres sentiments, ils n'ont aucune idée de ce qu'est la vie de l'homme actuel, quels sont ses besoins physiques, moraux et intellectuels.

La société actuelle nous montre quelques-uns de ces parfaits égoïstes : les Delobelle, les Hjalmar Eikdal ne sont pas rares et ne se trouvent pas que dans les romans. Sans se rencontrer en grand nombre, il nous est permis de voir, quelquefois, dans nos relations, de ces types qui ne pensent qu'à eux, qui ne voient que leur personne dans la vie. S'il y a un bon morceau sur la table, ils se l'adjugeront sans aucun scrupule. Ils vivront largement au dehors pendant que chez eux on crèvera de faim. Ils accepteront les sacrifices de tous ceux qui les entourent : père, mère, femme, enfants, comme chose due pendant qu'ils se prélasseront ou se gobergeront sans vergogne. Les souffrances des autres ne comptent pas, pourvu que leur existence à eux ne fasse aucun pli. Bien mieux, ils ne s'apercevront même pas que l'on souffre pour eux et par eux. Lorsqu'ils sont bien repus et bien dispos, l'humanité est satisfaite et délassée.

Voilà bien le type du parfait égoïste, dans le sens absolu du mot, mais on peut dire aussi que c'est le type d'un sale animal. Le bourgeois le plus dégoûtant n'approche même pas de ce type ; il a, parfois, encore l'amour des siens ou, tout au moins, quelque chose d'approchant qui le remplace. Nous ne croyons pas que les partisans sincères de l'individualisme le plus outré aient jamais eu l'intention de donner ce type comme idéal de l'humanité à venir. Pas plus que les communistes-anarchistes n'ont entendu prêcher l'abnégation et le renoncement aux individus dans la société qu'ils entendaient. Repoussant l'entité société, ils repoussent également l'entité Individu qui tendait à se créer en poussant la théorie jusqu'à l'absurde.

L'individu a droit à toute sa liberté, à la satisfaction de tous ses besoins, cela est entendu ; seulement, comme ils sont plus de deux milliards d'individus sur la terre, avec des droits sinon des besoins égaux, il s'ensuit que tous ces droits doivent se satisfaire sans empiéter les uns sur les autres, sinon il y aurait oppression, ce qui rendrait inutile la révolution faite.

Si l'homme pouvait vivre isolé, s'il pouvait retourner à l'état nature, il n'y aurait pas à discuter comment on vivra : ça serait comme chacun l'entendrait. La terre est assez grande pour loger tout le monde ; mais la terre livrée à elle-même fournirait-elle assez de vivres pour tous ? Cela est plus douteux. Ce serait probablement la guerre féroce entre individus, la « lutte pour l'existence » des premiers âges. Ce serait le cycle de l'évolution déjà parcourue à recommencer. Ce seraient les plus forts opprimant les plus faibles jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par les plus intelligents, jusqu'à ce que la valeur argent remplace la valeur force.

Si nous avons dû traverser cette période de sang, de misère et d'exploitation qui s'appelle l'histoire de l'humanité, c'est que l'homme a été égoïste dans le sens absolu du mot, sans aucun correctif, sans aucun adoucissement. Il n'a vu, dès le début de son association, que la satisfaction de la jouissance immédiate. Quand il a pu asservir le plus faible, il l'a fait, sans aucun scrupule, ne voyant que la somme de travail qu'il en tirait, sans réfléchir que la nécessité de le surveiller, les révoltes qu'il aurait à réprimer finiraient, à la longue, par lui faire un travail tout aussi onéreux, et qu'il aurait mieux valu travailler côte à côte, en se prêtant une aide mutuelle. C'est ainsi que l'autorité et la propriété ont pu s'établir ; or, si nous voulons les renverser ce n'est donc pas pour recommencer l'évolution passée.

Si on admettait cette théorie : que les mobiles de l'individu doivent être l'égoïsme pur et simple, l'adoration de la culture de son moi, ça serait en arriver à dire qu'il doit se lancer dans la mêlée, travailler à acquérir les moyens de se satisfaire, sans s'occuper s'il en froisse d'autres à côté. Affirmer cela, ce serait en arriver à dire que la révolution future devrait être faite au profit des plus forts, que la société nouvelle doit être le conflit perpétuel entre les individus. S'il en était ainsi, nous n'aurions pas à nous réclamer d'une idée d'affranchissement général. Nous ne serions révoltés contre la société actuelle que parce que son organisation capitaliste ne nous permet pas de jouir aussi.

Il se peut que parmi ceux qui se sont dit anarchistes il y en ait eu qui aient envisagé la question de ce point de vue. Cela nous donnerait l'explication de ces défections et de ces palinodies d'individus qui, après avoir été les plus ardents, ont lâché les idées pour se ranger du côté des défenseurs de la société actuelle, parce que celle-ci leur offrait des compensations.

Certainement, nous combattons la société actuelle parce qu'elle ne nous donne pas la satisfaction de ce que nous besoins, que nous voulons réaliser, fût étendue à tous les membres de la société.

L'égoïsme étroit, malentendu, est contraire au fonctionnement d'une société, mais le renoncement et l'esprit de sacrifice, en étant funestes à l'individualité, seraient également funestes à l'humanité, en laissant dominer les esprits étroits, égoïstes, au mauvais sens du mot ; c'est le type le moins parfait de l'humanité qui arriverait à absorber les autres, nous devons donc également repousser l'un et l'autre.

Mais si l'égoïsme et l'altruisme, poussés à l'extrême, sont mauvais pour l'individu et la société, associés ensemble ils se résolvent en un troisième terme qui est la loi des sociétés de l'avenir. Cette loi, c'est la solidarité.

Nous nous unissons, un certain nombre d'individus, en vue d'obtenir la satisfaction d'une de nos aspirations quelconques. Cette association n'ayant rien d'arbitraire, motivée seulement par un besoin de notre être, il est bien évident que nous apporterons, dans cette association, d'autant plus de force et d'activité que le besoin chez nous sera plus intense.

Ayant tous contribué à la production, nous avons tous le droit à la consommation, cela est évident, mais comme on aura calculé la somme des besoins — en y faisant entrer ceux qui seront à prévoir — pour arriver à produire pour la satisfaction de tous, la solidarité n'aura pas de peine à s'établir pour que chacun ait sa part. Ne dit-on pas que le naturel de l'homme est d'avoir les yeux plus grands que le ventre ? Or, plus intense sera, chez lui, le désir, plus forte sera la somme de force et d'activité qu'il y apportera.

Il arrivera ainsi à produire, non seulement pour satisfaire les co-participants, mais encore ceux chez qui le désir ne s'éveillerait qu'au vu de la chose produite. Les besoins de l'homme étant infinis, infinis seront ses modes d'activités, infinis ses moyens de se satisfaire.

## VIII — LE MARIAGE

Sans entrer dans les développements historiques de la famille, il nous est permis d'affirmer qu'elle n'a pas toujours été ce qu'elle est actuellement. Là dessus, ethnographes et anthropologues sont d'accord pour nous raconter les diverses formes qu'elle a revêtues au cours de l'évolution humaine.

Au mariage lui-même, que la religion et les bourgeois voulaient maintenir indissoluble, on a dû lui adjoindre ce correctif, le divorce, qui n'est applicable qu'à des cas spéciaux, que l'on n'obtient qu'au moyen de procès, de démarches sans nombre et en dépensant beaucoup d'argent, mais n'en est pas moins un argument contre la stabilité de la famille puisque, après l'avoir repoussé si longtemps, on l'a enfin reconnu nécessaire et qu'il vient fortement ébranler la famille en brisant le mariage qui n'en est que la sanction.

Quel plus bel aveu en faveur de l'union libre pourrait-on demander ? Ne devient-il pas bien évident qu'il est inutile de sceller par une cérémonie ce qu'une autre cérémonie peut défaire ? Pourquoi faire consacrer par un bonhomme sanglé d'une sous-ventrière l'union que trois autres bonshommes en jupe, ou en toques, pourront déclarer nulle et non avenue ?

Donc, les anarchistes repoussent l'organisation du mariage. Ils disent que deux êtres qui s'aiment n'ont pas besoin de la permission d'un troisième pour coucher ensemble ; du moment que leur volonté les y porte, la société n'a rien à y voir, et encore moins à y intervenir.

Les anarchistes disent encore ceci : par le fait qu'ils se sont donnés l'un à l'autre, l'union de l'homme et de la femme n'est pas indissoluble, ils ne sont pas condamnés à finir leurs jours ensemble s'ils viennent à être antipathiques l'un à l'autre. Ce que leur libre volonté a formé, leur libre volonté peut le défaire.

Sous l'empire de la passion, sous la pression du désir, ils n'ont vu que leurs qualités réciproques, ils ont fermé les yeux sur leurs défauts ; ils se sont unis et voilà que la vie commune efface les qualités, fait ressortir les défauts, accuse des angles qu'ils ne savent arrondir. Faudra-t-il que ces deux êtres, parce qu'ils se seront trompés dans un moment d'effervescence, paient de toute une vie de souffrance l'erreur d'un moment qui leur a fait prendre pour une passion profonde et éternelle ce qui n'était que le résultat d'une surexcitation des sens ?

Allons donc ! Il est temps de revenir à des notions plus saines. Est-ce que l'amour de l'homme et de la femme n'a pas été toujours plus fort que les lois, que toutes les pruderies et que toutes les réprobations que l'on a voulu attacher à l'accomplissement de l'acte sexuel ?

Est-ce que malgré la honte que l'on a voulu jeter sur la femme qui trompait son mari — nous ne parlons pas de l'homme, qui a toujours su se faire la part large dans les moeurs —, malgré le rôle de paria réservé dans nos sociétés pudibondes à la fille-mère, est-ce que cela a empêché un seul moment les femmes de faire leur mari cocu, les filles de se donner à celui qui leur avait plu ou avait su profiter du moment où les sens parlaient plus fort que la raison ?

L'histoire, la littérature ne parlent que de maris et d'épouses trompés, de filles séduites. Le besoin génésique est le premier moteur de l'homme : on se cache, mais on cède à sa pression.

Pour quelques esprits passionnés, faibles et timorés, qui se suicident — avec l'être aimé parfois —, n'osant rompre avec les préjugés, n'ayant pas la force morale de lutter contre les obstacles que leur opposent les moeurs et l'idiotie de parents imbéciles, innombrable est la foule de ceux qui... en cachette, se moquent des préjugés : on a seulement ajouté l'hypocrisie à la liste des passions humaines, voilà tout.

Pourquoi vouloir s'entêter à réglementer ce qui a échappé à de longs siècles d'oppression ? Reconnaissons donc, une bonne fois pour toutes, que les sentiments de l'homme échappent à toute réglementation et qu'il faut la liberté la plus entière pour qu'ils puissent s'épanouir complètement et normalement. Soyons moins puritains et nous serons plus francs, plus normaux.

L'homme propriétaire voulant transmettre à ses descendants le fruit de ses rapines a façonné la famille en vue d'assurer sa suprématie sur la femme et, pour pouvoir à sa mort transmettre ses biens à ses descendants, il a fallu qu'il rendît la famille indissoluble. Basée sur les intérêts et non sur l'affection, il est évident qu'il fallait une force et une sanction pour l'empêcher de se désagrèger sur les chocs occasionnés par l'antagonisme des intérêts.

Si les sentiments de l'être humain sont portés vers l'inconstance, si son amour ne peut se fixer sur le même objet, comme le prétendent maintes personnes, — et c'est sur cette affirmation que s'appuient ceux qui veulent réglementer les relations sexuelles, — si la polygamie et la polyandrie étaient les lois naturelles de l'individu, que nous importe ! Que pouvons-nous y faire ? Puisque, jusqu'à présent, la compression n'a pu rien empêcher que nous donner des vices nouveaux, laissons donc la nature humaine libre, laissons-la évoluer où la portent ses tendances, ses aspirations. Elle est, aujourd'hui, assez intelligente pour savoir reconnaître ce qui lui est nuisible, pour connaître par l'expérience dans quel sens elle doit se diriger. L'évolution physiologique fonctionnant librement sans être contrecarrée par les lois autoritaires, plus nous sommes certains que ce seront les plus aptes, les mieux doués qui auront la chance de survivre et de se reproduire.

La tendance humaine, au contraire, est-elle, comme je le pense, portée vers la monogamie ? Est-ce que leur propre volonté ne sera pas le plus sûr garant de l'insolubilité de leur union ? Deux êtres qui, s'étant rencontrés, ont appris à se connaître et à s'estimer et finissent par ne plus faire qu'un, tellement leur union devient intime et complète, tellement leur volonté, leurs désirs, leurs pensées deviennent identiques, ceux-là moins que tous les autres auront besoin de lois pour les contraindre à vivre ensemble.

Quand l'homme et la femme ne se sentent plus rivés l'un à l'autre et qu'ils s'aiment, la force des choses les amène à se chercher réciproquement, à mériter l'amour de l'être qu'ils auront choisi. Sentant que le compagnon ou la compagne aimée peut s'envoler du nid dès qu'il n'y trouverait plus la satisfaction qu'il a rêvée, les individus mettront tout en œuvre pour se l'attacher complètement. Comme chez ces espèces d'oiseaux où, à la saison des amours, le mâle revêt un plumage nouveau et éclatant pour séduire la femelle dont il veut s'attirer les faveurs, les humains cultiveront les qualités morales qui doivent les faire aimer et rendre leur société agréable. Basées sur

ces sentiments, les unions seront rendues indissolubles plus que ne pourraient le faire les lois les plus féroces, l'oppression la plus violente.

Cela ne serait-il pas plus moral, plus élevé que le mariage actuel qui équivaut à la prostitution la plus éhontée ? Mariages d'affaires, où les sentiments n'ont rien à voir ; mariages de convenances, arrangés dans les familles bourgeoises par les parents sans consulter ceux que l'on unit ; mariages disproportionnés, où l'on voit de vieux gâteux unir, grâce à leur argent, leur vieille carcasse en ruine à la fraîcheur et à la beauté d'une toute jeune fille ; de vieilles drôlesses payant, à force d'écus, la complaisance de jeunes marlous.

L'union sexuelle n'a pas toujours revêtu les mêmes formalités, elle doit continuer à évoluer et elle ne peut atteindre sa plus grande dignité qu'en se débarrassant de toute entrave.

## **IX — L'IDÉE ANARCHISTE ET SES DÉVELOPPEMENTS**

Anarchie veut dire négation de l'autorité. Mais comme l'autorité prétend légitimer son existence sur la nécessité de défendre les institutions sociales, telles que la famille, la religion, la propriété, une foule de rouages sont nés pour assurer l'exercice et la sanction de cette autorité qui sont : la loi, la magistrature, l'armée, le pouvoir législatif, exécutif, etc. De sorte que, forcée de répondre à tout, l'idée anarchiste a dû s'attaquer à tous les préjugés sociaux, de s'imprégner à fond de toutes les connaissances humaines afin de pouvoir démontrer que ses conceptions étaient conformes à la nature physiologique et psychologique de l'homme, adéquate à l'observance des lois naturelles, tandis que l'organisation actuelle était établie à l'encontre de toute logique, ce qui fait que nos sociétés sont instables, bouleversées par des révolutions qui sont elles-mêmes occasionnées par les haines accumulées de ceux qui sont broyés par des institutions arbitraires.

Donc, en combattant l'autorité, il a fallu aux anarchistes attaquer toutes les institutions dont le pouvoir s'est créé le défenseur, dont il cherche à démontrer l'utilité pour légitimer sa propre existence.

Le cadre des idées anarchistes s'est donc agrandi. Parti d'une simple négation politique, il lui a fallu attaquer aussi les préjugés économiques et sociaux, trouver une formule qui, tout en niant l'appropriation individuelle qui est la base de l'ordre économique actuel, affirmât, en même temps, des aspirations sur l'organisation future, et le mot « communisme » vint, tout naturellement, prendre place à côté du mot « anarchisme ».

C'est cette diversité de questions à attaquer et à résoudre qui a fait le succès des idées anarchistes et a contribué à leur rapide expansion, qui fait que, parties d'une minorité d'inconnus, sans moyens de propagande, elles envahissent aujourd'hui, plus ou moins, les sciences, les arts, la littérature.

La haine de l'autorité, les réclamations sociales datent de longtemps, elles commencent aussitôt que l'homme a pu se rendre compte qu'on l'opprimait. Mais par combien de phases et de systèmes a-t-il fallu que passe l'idée pour arriver à se concrétiser sous sa forme actuelle ?

C'est Rabelais qui, un des premiers, en formula l'intuition en décrivant la vie de l'abbaye de Thélème, mais combien obscure elle est encore ; combien peu il la croit applicable à la société entière, car l'entrée de la communauté en est réservée à une minorité de privilégiés.

En 1793, on parle bien des anarchistes. Jacques Roux et les Enragés nous paraissent être ceux qui ont vu clair le mieux dans la révolution et ont le plus cherché à la faire tourner au profit du peuple. Aussi les historiens bourgeois les ont-ils laissés dans l'ombre : leur histoire est encore à faire : les documents, enfouis dans les musées, les archives et les bibliothèques attendent encore celui qui aura le temps et l'énergie de les déterrer pour les mettre à jour et nous apporter la clef de choses bien incompréhensibles encore pour nous dans cette période tragique de l'histoire. Nous ne pouvons donc formuler aucune appréciation sur leur programme.

Il faut arriver à Proudhon pour voir l'anarchie se poser en adversaire de l'autorité et du pouvoir et commencer à prendre corps. Mais ce n'est encore qu'une ennemie théorique ; en pratique, dans son organisation sociale, Proudhon laisse subsister, sous des noms différents, les rouages administratifs qui sont l'essence même du gouvernement. L'anarchie arrive, jusqu'à la fin de l'empire, sous la forme d'un vague mutualisme qui vient sombrer, en France, dans les premières années qui suivirent la Commune, au mouvement dévoyé et dévoyeur des coopératives de production et de consommation.

Mais bien avant d'aboutir, un courant s'était détaché du rameau primitif. L'Internationale avait donné naissance, en Suisse, à la Fédération jurassienne où Bakounine propageait l'idée de Proudhon, l'anarchie ennemie de l'autorité, mais en la développant, en l'élargissant, en lui faisant faire corps avec les réclamations sociales.

C'est de là que date la véritable éclosion du mouvement anarchiste actuel. Certes, bien des préjugés existaient encore, bien des illogismes se faisaient encore jour dans les idées émises. L'organisation propagandiste contenait encore bien des germes d'autoritarisme, bien des éléments restaient de la conception autoritaire, mais qu'importe ! Le mouvement était lancé, l'idée grandit, s'épura et devint de plus en plus concise. Et lorsque, il y a à peine douze ans, l'anarchie s'affirmait en France, au Congrès du Centre, quoique bien faible encore, quoique cette affirmation ne fut que le fait d'une infime minorité et qu'elle eut contre elle non seulement les satisfaits de l'ordre social actuel, mais encore ces pseudo-révolutionnaires qui ne voient dans les réclamations populaires qu'un moyen de grimper au pouvoir, l'idée avait en elle-même assez de force d'expansion pour arriver à s'implanter, sans aucun moyen de propagande autre que la bonne volonté de se adhérents, assez de vigueur pour amener les soutiens du régime capitaliste à l'injurier, la persécuter ; les gens de bonne foi à la discuter, ce qui est une preuve de force et de vitalité.

Aussi, malgré la croisade de tous ceux qui, à un degré quelconque, peuvent se considérer comme les meneurs d'une des diverses fractions de l'opinion publique, malgré les calomnies, malgré les excommunications, malgré la prison, l'idée anarchiste fait son chemin. Des groupes se fondent, des organes de propagande sont lancés en France, en Espagne, en Italie, en Angleterre, au Portugal, en Belgique, en Hollande, en Norvège, en Amérique, en Australie, en Argentine : en slave, en allemand, en hébreu, en tchèque, en arménien ; un peu partout, un peu en toutes les langues.

Mais, chose plus énorme, du petit groupe de mécontents où elles s'étaient formulées, les idées anarchistes ont irradié dans toutes les classes de la société. Elles se sont infiltrées partout où l'homme est en activité cérébrale. Les arts, la science, la littérature sont contaminés par les idées nouvelles et leur servent de véhicule.

Elles ont commencé d'abord en formules inconscientes, en aspirations vagues, mal définies, bien souvent boutades plutôt que convictions réelles. Aujourd'hui, non seulement on formule des aspirations anarchistes, mais on sait que c'est l'anarchie que l'on répand et on pose crânement l'étiquette.

Les anarchistes ne sont donc plus les seuls à trouver que tout est mauvais et à désirer un changement. Ces plaintes, ces aspirations sont formulées par ceux-là même qui se croient les défenseurs de l'ordre capitaliste. Bien plus, on commence à sentir que l'on ne doit plus se borner aux vœux stériles, mais que l'on doit travailler à la réalisation de ce que l'on demande ; on commence à comprendre et à acclamer l'action, à comprendre la propagande par le fait, c'est-à-dire que, comparaison faite des jouissances que doit apporter la satisfaction d'agir comme l'on pense et les ennuis que l'on doit éprouver de la violation d'une loi sociale, on tâche, de plus en plus, à conformer sa manière de vivre à sa manière de concevoir les choses, selon le degré de résistance que votre tempérament particulier peut offrir aux persécutions de la vindicte sociale.

Aujourd'hui l'idée est lancée, rien ne pourra l'arrêter.

La question du pain quotidien garanti à celui qui travaille est si étroitement liée à tous les rapports entre individus dans la société, tout se tient si intimement dans cet ensemble compliqué des rapports entre capitalistes, financiers, marchands, spéculateurs, escrocs, agioteurs, gouvernants, magistrats, etc. que seulement pour garantir les moyens d'existence à celui qui travaille ou veut travailler, il faut déjà réviser les bases mêmes sur lesquelles s'étaye une société qui admet l'appropriation privée des moyens de production.

Quant aux palliatifs, tels que la réglementation des heures de travail et autres mesures du même genre, les travailleurs compriront bientôt que les réformes de ce genre tendent, soit à créer une classe de travailleurs privilégiés au-dessus des masses grouillant dans la misère — un quatrième état aux dépens du cinquième —, soit à produire une amélioration temporaire qui bientôt ne fait qu'aggraver les crises et en augmenter la fréquence et la durée.

Alors la question sociale se dressa dans toute sa grandeur et le prolétariat comprit qu'il se trouvait en face d'un immense problème : celui de socialiser les moyens de production par la révolution sociale. Il comprit aussi — et les faits qui se produisirent depuis ne firent que le confirmer dans cette conviction — qu'aujourd'hui nous vivons à la veille même d'une immense révolution internationale, essayée, déjà, en 1848, et devenue

inévitables aujourd'hui ; que mille causes y concourent : la décomposition des États, les crises économiques dues à l'universalisation et la décentralisation de l'industrie, les crimes de la bourgeoisie, la désagrégation des classes gouvernantes, et surtout cet esprit de critique qui, dès qu'il reprit l'oeuvre inachevée du XVIII<sup>ème</sup> siècle, se mit à saper impitoyablement toutes les apparences d'institutions que nous possédons : propriété, État, gouvernement représentatif, loi, justice, éducation, organisation industrielle et commerciale, morale publique, le tout sapé et démoli à la fois, le tout s'écroulant au premier souffle de l'esprit critique.

Le mot « expropriation » fut prononcé. Remplacé d'abord par celui de « liquidation sociale » qui prêtait moins aux rigueurs des codes, il fut bientôt nettement affirmé et devint le mot d'ordre de tous ceux qui inscrivaient sur leur drapeau la solution de la question sociale. Il l'est encore ; et si les meneurs des partis socialistes se laissent aller de plus en plus aux compromis avec le passé, à mesure que la coupe du budget approche de leurs lèvres, il n'en est pas moins certain que l'idée d'expropriation, comprise d'abord par un petit nombre seulement, a fait un progrès immense dans l'esprit des masses. Son progrès dans les masses est proportionnel au recul des meneurs. Et si nous voyons des congrès ouvriers reprendre les palliatifs enterrés dès les premiers congrès de l'Internationale, il ne faudrait pas y voir un doute de la part des travailleurs sur la nécessité de la justice de l'expropriation. Leurs doutes ne portent que sur la possibilité de la faire à bref délai. Mais ces doutes, l'incurie de la bourgeoisie se charge de les dissiper chaque jour en accélérant l'arrivée de la révolution si ardemment désirée par les prolétaires qui la croyaient imminente dès 1867.

Aux débuts, la solution du problème social se présentait à peu près de la façon suivante : L'État s'emparait de tout le sol occupé par la nation : il le déclarait propriété nationale. Il saisissait de même les mines, les usines, les manufactures, ainsi que les voies de communication. Il procédait comme il procède de nos jours lorsqu'il s'agit d'exproprier pour cause d'utilité publique un morceau de terrain sur lequel un chemin de fer doit passer mais dont le propriétaire s'obstine à refuser la vente. Le mot expropriation tire même son origine de cet acte si souvent accompli de nos jours. Quant à la rémunération aux détenteurs actuels du sol, des mines, etc., on disait à ces derniers qu'ils seraient indemnisés s'ils étaient sages et qu'ils ne le seraient pas s'il fallait faire valoir contre eux le droit de conquête.

L'État, devenu propriétaire de toute la richesse nationale, l'administrait par les représentants de la nation réunis au Parlement populaire. Dans un pays libre, le suffrage universel, disait-on — l'école allemande le dit encore —, deviendrait éclairé et la Chambre du travail serait une vraie représentation des travailleurs.

Quant à la manière d'administrer le patrimoine de la nation, on se disait que l'État trouverait certainement avantage à affermer le sol, les mines, les usines, les chemins de fer aux corporations de métier, lesquelles formeraient, d'une part, des fédérations territoriales — commune, région, nation — et, d'autre part, de vastes fédérations de métiers, nationales et internationales.

Tel était, dans ses traits essentiels, le plan de révolution et d'organisation qui se dessinait aux débuts du mouvement socialiste auquel nous appartenons tous. L'Internationale devait être le prototype de cette organisation à venir lorsque la guerre franco-allemande, la Commune et la réaction qui la suivit vinrent brusquement interrompre le mouvement, le refouler de la surface dans les couches profondes du prolétariat, jeter un flot d'idées nouvelles.

Il y eut une période de recueillement.

Bibliothèque Anarchiste  
Anti-copyright



Pierre Kropotkine  
Fatalité de la Révolution

Consulté le 28 juin 2017 de [fr.wikisource.org](http://fr.wikisource.org)  
Deuxième partie de *De l'autorité et de la Liberté*.

**[fr.theanarchistlibrary.org](http://fr.theanarchistlibrary.org)**